

écco



EDITION FRANCAISE

ECO est publié par les Organisations non gouvernementales depuis la Conférence environnementale de Stockholm en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à COP13 - MOP3, Bali, Décembre 2007.

L'idole des jeunes !

Lunettes noires et flash ! Les co-présidents du groupe de travail sur le transfert de technologies (TT) sont en passe de devenir des rock stars ! Depuis que tout le monde parle de transfert de technologie, ils n'arrêtent pas de signer des autographes [entre crochets], bien sûr !

A tous les niveaux ? Voyons voir... Pour le moment, on retrouve le transfert de technologie comme d'habitude sous le SBSTA et son groupe d'experts sur le Transfert de Technologies (GETT), mais aussi dans le SBI, avec la décision du G77 dans les premières heures de la COP. Le TT est aussi une composante essentielle du mandat de Bali !

En parlant du futur, il faudra aussi penser à l'avenir du GETT, qui n'aura plus de mandat après cette COP. Ce groupe a fait un travail de fond impressionnant jusque là, sur l'ensemble des détails techniques et des questions de terrain relatives au transfert et au développement des technologies. Ce travail technique doit se poursuivre, en particulier pour continuer à évaluer les besoins en TT. Tout le monde s'accorde à dire que le EGTT a besoin d'un successeur, même si beaucoup de [crochets] subsistent autour de cet [organe constituant]. ECO encourage les Parties à se mettre d'accord au plus vite.

Mais de quoi s'agit-il exactement ?

Si l'on regarde l'ensemble du travail accompli par le GETT cette année, au cours de sessions formelles, infor-

melles et très informelles, trois sujets posent encore problème aux Parties :

- ° Des arrangements institutionnels pour [l'organe constituant] dont nous vous parlions ci-dessus. ECO pense que cela doit être fait par le groupe de contact du SBSTA. Au travail !

- ° Des indicateurs de performance pour le transfert de technologies. C'est une question pour le SBSTA, qu'ECO souhaite voir discutée après Bali.

- ° Des ressources et instruments financiers : un sujet pour le SBI qui promet de longues nuits de négociation.

On pourrait ajouter à cela la proposition chinoise de mettre sur pied une plateforme de coopération technologique qui rassemblerait, sous l'égide de la Convention, le gouvernement et les acteurs privés pour trouver des solutions aux obstacles au TT, comme par exemple les droits de propriété intellectuelle.

Si tout cela ne suffit pas à faire évoluer les délégués vers une attitude "Tech Transfert", et à se passionner pour ces négociations, que faire de plus ? Peut-être une performance d'art contemporain avec tous les délégués européens portant un tee-shirt [avec un texte entre crochet].

Cela dit, chers délégués, même si le transfert de technologie est soudain devenu « Fun », n'oubliez pas que rester en dessous de 2°C rend nécessaire un déploiement massive de technologies VRAIMENT propres !

REDD Hot !

La réduction des émissions issues de la déforestation dans les pays en développement (REDD) reste un point chaud de Bali. Deux thématiques font débat : la dégradation de la forêt et l'approche sous-nationale.

Depuis la COP11, les scénarios basés sur des références historiques ont été critiqués par les Parties et les ONG pour leur manque d'intégrité environnementale dans le système de la REDD. Sans référence nationale sérieuse, les fuites représentent un réel danger (la déforestation baisse dans une zone mais augmente dans une autre sans faire diminuer les émissions globales).

Les approches sous-nationales posent d'importants problèmes de fuites, de références incertaines et d'impact sur la biodiversité. C'est entre autres pour ces raisons que les activités de déforestation basées sur des projets n'ont pas été incluses dans le MDP.

ECO considère que l'approche nationale est meilleure que l'approche basée sur des projets. ECO reconnaît que certains pays ne sont pas capables aujourd'hui de comptabiliser au niveau national et que le renforcement des capacités doit être une priorité pour les pays qui utilisent cette approche.

Alors que tous reconnaissent que la déforestation a besoin d'une action urgente, la dégradation (augmentation des émissions de la forêt sans diminution de la canopée) peut aussi causer d'importantes émissions. La dégradation est en général due aux coupes sélectives, aux feux des sous-bois et à l'agriculture de petite échelle. De plus, la dégradation est souvent un prélude à la déforestation complète. Le débat aujourd'hui est donc de savoir si la dégradation doit être incluse dans le système de la REDD ou non.

Mesurer la dégradation demande une technologie d'imagerie à bonne résolution associée à des mesures de terrain et il n'y a aucun doute que la détection de la déforestation sera plus précise et moins coûteuse que celle de la dégradation.

(Suite au verso)

(Suite de l'article page 1, colonne 2)

Les techniques devraient s'améliorer mais cela prendra du temps et demandera des investissements en terme de renforcement de capacité, spécialement pour les pays tropicaux les plus pauvres. ECO recommande au SBSTA d'examiner l'implication d'inclure la dégradation dans le mécanisme ainsi que la méthodologie du GIEC pour la déforestation et la dégradation et évaluer si elles sont adéquates. L'arbre ne doit cependant pas cacher la forêt et ces enjeux ne doivent pas faire oublier que la déforestation devrait faire partie intégrante du mandat de Bali !

Fonds pour l'adaptation : ne nous dispersons pas !

Les discussions lors des réunions informelles d'hier sur le fonds pour l'adaptation (FA) ont porté sur la composition du Conseil d'administration. Puisque le FA est destiné à répondre aux besoins des pays les plus vulnérables au changement climatique, il est important que ces pays jouent un rôle majeur dans la gouvernance du fonds. La décision sur la composition du Conseil sera déterminante sur leurs pouvoirs sur l'éligibilité et la distribution des fonds. C'est donc un enjeu fort de Bali ! Pourtant c'est la question du secrétariat du FA, et notamment l'option de l'Union européenne pour le Secrétariat, à savoir le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), dont on parle le plus. Le FEM fait en ce moment un lobbying intensif pour rajouter le FA dans son portefeuille.

Sur la base de l'approche par les "coûts incrémentaux", le FEM soutient uniquement les projets qui démontrent des bénéfices environnementaux additionnels. Lors de la session du SBI de mardi, la Présidente du FEM a insisté sur le fait que la règle du coût incrémental ne s'appliquait pas aux programmes sur l'adaptation. Or, en 2004, le Conseil du FEM a demandé à son Secrétariat et à ses agences de mise en œuvre de rendre les projets financés sous les fonds fidu-

ciaires cohérents avec les principes généraux du FEM, y compris avec la règle du coût incrémental. Où se trouve la vérité ? Cette règle ne garantit même pas l'intégrité environnementale des projets. Elle crée surtout de nouveaux obstacles en termes d'accès aux financements pour les plus vulnérables. Et normalement, les projets sur l'adaptation du FEM doivent être cofinancés (comme les projets sur d'autres secteurs). L'ensemble de ces principes remettent en cause la suggestion de la Présidente selon laquelle le FEM financerait désormais l'ensemble des coûts des activités sur l'adaptation.

Le FEM a affirmé qu'il adhérerait aux orientations retenues par la COP pour la gestion du Fonds et l'a répété mardi. Il est donc surprenant qu'aucune Partie n'ait réagi à ces interventions.

Pour certains pays, notamment les PMA et les petits Etats insulaires, il est clair que les négociations aujourd'hui doivent se concentrer sur la question de la composition du Conseil, et non pas être diluées par des discussions sur la future identité du Secrétariat. Afin de garantir la qualité d'un accord sur l'organe de gouvernance du fonds, nous devons rester concentrés sur les vraies questions.

La délégation américaine devrait tendre l'oreille...

Cette semaine, le Congrès des Etats-Unis a entamé une démarche qui prouve une fois de plus la volonté de passer à l'action. Le projet de loi sur la Sécurité Climatique Lieberman-Warner mettrait 85% de l'économie sous un système de marché de quotas, et rendrait obligatoire des mesures d'efficacité énergétique. Bien que Bush soit opposé à tout objectif contraignant, l'opinion publique est de plus en plus favorable à des mesures concrètes pour lutter contre le changement climatique. Si le congrès fait passer cette loi cet été, Bush devra choisir entre un veto politiquement dangeureux avant les présidentielles ou une trahison de sa base ultraconservatrice. L'objectif placerait les USA sur la voie d'une réduction de 18 à 25% en 2020, par rapport à 2005. Ce projet de loi prévoit aussi d'inciter les PED à réduire leur déforestation en réservant 2,5% des quotas à la lutte contre la défo-

restation.

Le projet de loi approuvé hier reflète les actions déjà prises par les États, les villes et les entreprises. La pays est prêt à se confronter à ses responsabilités, et pourtant la Maison blanche refuse tout engagement ferme. Par exemple, au cours des 4 dernières années, 25 Etats, qui représentent plus de la moitié de la population, se sont engagés dans des plans régionaux pour réduire leurs émissions. D'abord, 10 Etats du nord-est se sont engagés à réduire de 10% les émissions de leurs centrales électriques d'ici 2019. Puis, 6 Etats de l'est se sont donné un objectif de -15% leurs émissions d'ici 2020, par rapport à 2005.

Ces mesures ne sont certes pas assez ambitieuses pour limiter le réchauffement à 2°C, mais il est clair qu'une autre Amérique se manifeste, enfin prête à passer à l'action, malgré l'inertie de la Maison Blanche.

FOSSILE

1^o place pour l'**Australie** et son record de vitesse à revenir sur sa position. Les délégués australiens ont bien annoncé avant hier qu'ils soutenaient des objectifs de réduction d'émissions entre 25 et 40% pour les pays industrialisés en 2020 mais tout de suite après, le Premier Ministre a précisé que l'Australie "n'acceptait pas ces objectifs comme contraignants". Il devra faire mieux lors du discours en plénière la semaine prochaine !

2^o place pour les fanfaronnades de l'**Arabie Saoudite**. Dans le groupe de contact informel sur la Convention, ils ont reproché à certains pays industrialisés d'avoir reconnu que des financements supplémentaires devaient être mobilisés pour les technologies d'adaptation. En d'autres termes, l'Arabie Saoudite ne s'oppose pas à une hausse des financements, mais prétend que cela pourrait creuser le fossé entre pays du Nord et du Sud !

Les **Etats-Unis** reviennent au charbon pour avoir dit qu'ils n'étaient plus d'accord avec l'Australie sur Kyoto. Selon le sous-secrétaire d'Etat, ils ne sont "plus sur la même ligne avec les Australiens sur l'opportunité de rejoindre Kyoto, c'est évident". Pour ECO, ce qui est évident, c'est que cela mérite un fossile !



REMERCIEMENTS

Le Réseau Action Climat-France remercie le MEDAD, la Fondation Prince Albert II de Monaco et tous ceux qui ont participé à la rédaction de ce numéro : M. Créach, D. Vandaele, A. Chetaille, B. Faraco et E. Moorhouse et l'équipe de ECO anglais. ECO en français est disponible sur : www.rac-f.org